

<http://www.econospheres.domainepublic.net/L-Etat-islamique-est-aussi-un>



L'État islamique est (aussi) un business

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 25 mars 2016

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

Comment étrangler les revenus de l'Etat Islamique (EI) ? Depuis l'automne 2015 la question semble être à l'avant-plan des stratèges et des médias en Occident. Mais les faits, têtus, n'entrent pas dans les rangs. Comme souvent, les contrebandiers d'affaires échappent à l'attention.

Toute guerre a ses mensonges, toute guerre a ses profiteurs. Comme pour confirmer le dicton, une information nous parvient de Syrie, où une filiale de l'entreprise Lafarge aurait organisé un trafic avec l'État islamique. Lafarge fait partie du groupe français LafargeHolcim. [1] Selon une source syrienne Lafarge aurait acheté du pétrole et du carburant de l'EI. Cette nouvelle date du 19 février. [2] Elle reste à confirmer. LafargeHolcim n'a pas réagi.

L'État islamique [3] finance son 'drapeau noir avec l'or noir'. [4] Les revenus de la commercialisation du pétrole permettent de tenir une armée de jihadistes sur pied de guerre et de maintenir une logistique dans les territoires sous son contrôle en Syrie et en Irak. L'EI tient donc debout par la vente de pétrole des champs pétroliers situés dans ses territoires. Les camps adversaires donnent l'impression qu'ils veulent détruire ce commerce pour déstabiliser et anéantir l'État islamique.

Histoire de frappes

Le camp des alliés (des) occidentaux tout d'abord. En novembre dernier des bombardiers américains auraient détruit 238 camions chargés de pétrole et appartenant à l'EI. C'est du moins ce que nous dit le ministère de la Défense des États-Unis. La même source nous rassure en disant que les aviateurs ont laissé le temps aux chauffeurs des camions de se sauver. Lors d'une attaque précédente, qui aurait anéanti 116 tankers de pétrole, le même modus operandi aurait été déployé. [5]

Ces attaques font partie de l'Opération 'Inherent Resolve'. Mais lorsque l'alliance occidentale prend le pétrole de l'État islamiste dans le viseur, l'opération change de nom et devient Tidal Wave-2 (la première opération de ce nom en 1943 quand les Alliés occidentaux bombardaient des raffineries en Roumanie exploitées par l'Allemagne nazie). Avec l'Opération Tidal Wave-2, nous dit la BBC, l'alliance occidentale changerait de tactique. Avant, elle détruisait rarement l'acheminement du pétrole, pour 'épargner les populations qui dépendent du carburant'. [6]

En lisant les communiqués des militaires, on croirait que cette campagne a des réels effets. Mais est-ce vrai ? La volonté d'en terminer avec l'EI existe-t-elle réellement ? Les récits (occidentaux) se sont contredits. Pour Matthew Reed, un analyste américain travaillant pour la consultance *Foreign Reports*, l'impact est très relatif. Oui, la capacité de production et de commercialisation de pétrole par EI aurait été réduite, à moins de 50 pour cent de la demande dans les territoires contrôlés par l'État islamique. Selon cet auteur (qui cite le ministère de la Défense des États-Unis) les frappes durent depuis au moins septembre 2014. Au début, elles visaient surtout des raffineries, mais aujourd'hui surtout le stockage. Mais, accentue cet analyste, l'EI continue à produire du brut et arrive à le raffiner, avec des procédés peu sophistiqués dans des '*moonshiner-style refineries*', des installations presque artisanales. [7]

Les routes du marché

Le quotidien des affaires influent *Financial Times* (FT) a donné une autre image. Deux jours consécutifs et à chaque fois sur une page entière, il a présenté 'la machine de guerre du califat' comme alimentée par 'une opération qui ressemble à celle d'une compagnie de pétrole d'État', qui emploie des cadres et des travailleurs hautement qualifiés et qui n'est nullement inquiétée ni par l'Opération Inherent Resolve ni par Tidal Wave-2. [8]

Les deux publications s'accordent sur le fait que l'État islamique disposerait d'un large 'marché captif' au sein de ses territoires, et ne serait donc pas obligé d'exporter. Tandis que pour Matthew Reed, l'analyste, il n'y aurait aucune exportation, le *Financial Times*, lui, décrit les systèmes et les routes empruntés par l'EI pour transporter son pétrole, par exemple des champs de production en Syrie à Mosul en Irak ou bien vers la Turquie. Qui a raison ?

Reed et le FT ont encore ceci en commun : ils ne parlent que de l'amont (les puits et le stockage) et ne se demandent pas comment l'EI commercialise éventuellement son pétrole. Correction : le *Financial Times* met en gras que les 'émirs du pétrole' de l'EI arrivent à vendre à l'ennemi, c'est-à-dire au gouvernement du président Assad en Syrie. Pas de questions au-delà de cette combine, dénoncée par ailleurs par l'Union européenne (sans jamais dévoiler ses preuves) et vigoureusement niée par l'homme d'affaires syrien qui aurait concocté le deal entre l'EI et Damas.

Mais, tout est possible. En septembre 2014, Jana Hybaskova, l'ambassadrice de l'Union européenne en Irak, choquait son audience au parlement européen lorsqu'elle affirmait que certains États membres de l'UE achetaient du pétrole de l'État islamique. [9]

Vitol, Trafigura, Glencore

Il est très probable que le pétrole de l'EI réussit toujours à se faire un chemin jusqu'en Occident, grâce pour ainsi dire aux marchands et aux autres intermédiaires. Ces intermédiaires ne s'éloignent pas, au contraire ils s'approchent puisqu'en situation de guerre les opportunités pour faire des bonnes affaires abondent. En voici quelques exemples.

Lors de la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011, des fonctionnaires du gouvernement britannique ravissent le gouvernement-Kadhafi d'une bonne partie du pétrole produit dans ce pays. Cette cellule de fonctionnaires agit de connivence avec l'entreprise Vitol, le plus grand courtier de pétrole au monde. [10] A ce moment une guerre civile a déjà éclaté en Syrie entre le gouvernement du président Bashar el Assad et des mouvements réclamant l'ouverture de la société syrienne à l'exemple des Printemps arabes de la Tunisie et de l'Égypte. L'Occident se range du côté de l'insurrection. Pourtant, la société Vitol et cet autre courtier réputé, Trafigura, vont ravitailler le camp gouvernemental avec du pétrole raffiné en France, en Italie et en Espagne. [11]

Quatre ans après, ce couple est de retour. Cette fois-ci Vitol et Trafigura livrent à Israël du pétrole qu'ils 'trouvent', dans le Nord de l'Irak, dans la province autonome kurde. [12] Normalement, les autorités kurdes doivent céder une portion de la production de pétrole au gouvernement de Bagdad. Mais fin 2015, elles reconnaissent contourner ce système et vendre du pétrole, entre autres via Israël, pour alimenter la caisse de leur État. [13] Le Kurdistan irakien apparaît alors comme le marché favori des marchands. Parce qu'à côté de Vitol et de Trafigura un troisième poids lourd de ce négoce y opère. Il s'agit de la société suisse Glencore.

Le *Financial Times* écrit le 30 octobre 2015 que le commerce de pétrole au Kurdistan irakien est dominé par un ancien de Glencore, un certain Murtaza Lakhani d'origine pakistanaise. Monsieur Lakhani s'est établi au Kurdistan après l'invasion américaine de 2003. Il est l'homme à tout faire qui permet au gouvernement régional kurde d'Erbil de rentabiliser le pétrole. Or, avant de devenir actif au Kurdistan, Lakhani s'occupait des affaires de Glencore à Bagdad, où il aurait déjà contourné l'embargo imposé par les Nations unies après la première guerre du Golfe. 'Ni Lakhani ni

Glencore n'ont été inculpés pour avoir violé l'embargo', écrit le Financial Times. [14]

La plateforme turque

Ces exemples montrent que toute frontière et tout front de guerre peut devenir perméable quand des courtiers habiles interviennent pour desservir une clientèle fortunée. Dès lors, il ne serait pas étonnant de découvrir un jour que du pétrole de l'État islamique part vers les marchés mondiaux via le Kurdistan irakien, quoique ces deux parties soient formellement des ennemis jurés.

Il devient de plus en plus évident que la Turquie, pays voisin de la Syrie, joue un double jeu. La Russie a accusé le président turc Tayyip Erdogan et sa famille de bénéficier des exportations de pétrole par l'État islamique. Moscou a rendu publiques des photos satellitaires de caravanes de camions chargés de pétrole, qui traversent la frontière syrienne et entrent en Turquie. [15] Le ministre russe Sergei Lavrov avait déjà accusé la Turquie de prêter main forte au commerce de l'État islamique dans une conversation avec son homologue turc Mevlut Cavusoglu. [16] Or, l'analyste William Engdahl - en citant comme source l'agence AWDNews - a mis à nu une filière turque organisée par Bilal Erdogan, fils du président de la Turquie. Bilal Erdogan, a écrit Engdahl, possède des sociétés maritimes et des installations dans les ports de Beyrouth (au Liban) et de Ceyhan (en Turquie) à travers lesquels l'État islamique transporterait du pétrole au Japon. [17]

Washington ou Moscou ?

Plus on s'enfonce dans ce genre d'affaires, plus on doit se référer à des sources non-occidentales. Rares sont en effet les sources occidentales publiques qui en parlent.

Pour terminer, si l'objectif déclaré de l'alliance occidentale est actuellement d'enlever à l'État islamique ses revenus financiers et appuis matériels, elle n'a pas l'air déterminée. Deux indications : des 10.600 attaques aériennes entreprises depuis 2014 par l'alliance occidentale contre l'EI, 196 auraient eu les infrastructures pétrolières de l'EI comme cible (soit à peine 1,84 pour cent). [18] Cela donne à penser. Il semble que la Russie, alliée au gouvernement syrien du président Bashar el Assad, s'y prend de manière plus robuste. Les dernières actions militaires russes semblent indiquer que Moscou et Damas veulent avancer en direction de la frontière avec la Turquie pour la fermer. La contrebande en direction de la Turquie en sera une des victimes.

Pour citer cet article :

Custers, Raf, Â« L'État islamique est (aussi) un business Â», Gresea, mars 2016, texte disponible à l'adresse : <http://www.gresea.be/spip.php?article1489>

[1] Le groupe franco-suisse LafargeHolcim est le résultat de la fusion en 2015 des groupes Lafarge et Holcim, et est 'leader mondial' de l'industrie des matériaux de construction.

L'État islamique est (aussi) un business

[2] French cement company in Syria buys oil from ISIS documents, Zaman El Wasl, 19 février 2016.

[3] L'auteur préfère parler d'État islamiste (EI) au lieu de Daech (dénomination à laquelle une connotation péjorative a été donnée, entre autres par les dirigeants occidentaux David Cameron et François Hollande).

[4] Erika Solomon & Guy Chazan & Sam Jones, Isis Inc : how oil fuels the jihadi terrorists, Financial Times, 14 octobre 2015.

[5] Military Strikes Hit ISIL Terrorists in Syria, Irak, ministère de la Défense des États Unis, 23 novembre 2015.

[6] US air strike 'hits 238 IS oil trucks' in Syria, BBC, 23 novembre 2015.

[7] Reed, Matthew M., Taking Stock of ISIS Oil, en ligne sur Energyfuse.org, 23 octobre 2015.

[8] Solomon, E., Chazan, G., Jones, S., Isis Inc : how oil fuels the jihadi terrorists, Financial Times, 15 octobre 2015.

[9] Lamant, Ludovic, Du pétrole de l'État islamique acheté par des Européens ? Bruxelles sous pression, Mediapart, 26 septembre 2014.

[10] Government admits Alan Duncan's links to company in 'Libyan oil cell', The Guardian, 1 septembre 2011.

[11] Vitol, Trafigura supply fuel to Syria, Reuters, 12 août 2011.

[12] Israel turns to kurds for one third of it's oil supplies, Financial Times, 23 août 2015

[13] Exclusive How Kurdistan bypassed Baghdad and sold oil on global markets, Reuters, 17 novembre 2015.

[14] Anjli Raval, Shadowy network of fixers and businessmen keeps Iraqi Kurdistan oil exports flowing, Financial Times, 30 octobre 2015

[15] Russia unveils 'proof' Turkey's Erdogan is smuggling Isis oil across border from Syria, Independent, 4 décembre 2015.

[16] Blinov, Maksim, Lest You Forget Lavrov Reminds Turkey of Its Involvement in ISIL Oil Trade, Sputnik, 25 novembre 2015.

[17] Engdahl reprend des informations relatées par AWDNews (Another Western Dawn News) qui serait basé au Pakistan. Engdahl, F. William, Erdogan's Dirty Dangerous ISIS Games, New Eastern Outlook, 24 août 2015, <http://journal-neo.org/2015/08/24/erdogan-s-dirty-dangerous-isis-games/>

[18] Solomon e.a. O.c.